

jan. 2019

## Entretien avec Elise Devieille

par Mandarine Starange

**Docteure en sociologie, Elise Devieille a bien d'autres casquettes : professeure de suédois, elle enseigne également à l'université et à l'école de sage-femmes, elle co-organise des Ateliers du Genre, un espace de travail autour du genre pour en valoriser une approche féministe. Elle intervient aussi comme formatrice pour l'association Epicène, qui s'attache à diffuser des connaissances en sciences humaines et sociales sur le genre, les sexualités et les familles pour lutter contre les discriminations sexistes et hétéro-sexistes. Alium l'a rencontrée...**

**Peux-tu nous parler des Ateliers du Genre, dont tu es l'une des organisatrices ?**

Avec quelques collègues chercheur-se-s de l'université, nous constatons une absence d'échanges et de liens entre les universitaires qui travaillaient autour de la notion de genre. Il n'y a d'ailleurs à Caen pas de formation dédiée. Nous avons créé en 2015 ce groupe de travail pluridisciplinaire, ouvert à tou-te-s, dans le but de s'auto-former et de s'enrichir des recherches et réflexions de chacun-e. Les ateliers se déclinent en deux formats : des présentations de recherche en sociologie, en histoire, en philosophie, littérature, histoire des arts... utilisant le concept de genre, et des séminaires d'études de textes classiques, d'articles autour d'une thématique, en groupe. Les séminaires ont lieu à l'université, et parfois hors-les-murs : nous avons organisé l'an dernier une rencontre-projection avec Amandine Gay au cinéma Lax autour de son film *Ouvrir la voix*, par exemple.

**Tu es aussi formatrice pour l'association Epicène que tu as créée avec des collègues sociologues et des am-e-s pour intervenir auprès de professionnels et du grand public afin de lutter contre le sexisme, l'hétéro-sexisme, le cis-sexisme et l'homophobie. Quel genre de résistances rencontres-tu lors de ces interventions ?**

Nous avons créé l'association en pleins débats sur le mariage pour tous, suite à une certaine frustration créée par le niveau de connaissances que l'on constatait dans les médias. Les questions posées l'avaient déjà été par les sciences humaines 15 ou 20 ans auparavant. Nous avions donc envie que les connaissances existantes puissent être diffusées. Cette initiative était aussi une réponse à une réelle demande : nous recevions via l'université des demandes de personnes qui cherchaient à se former et ne savaient pas à qui s'adresser.

En ce qui concerne les réactions de résistance, de déni voire d'agressivité en cours, j'en rencontrais plus souvent au début de ma carrière. Les réactions venaient souvent d'hommes qui ne se voyaient pas comme étant membres d'une classe dominante et qui n'étaient pas forcément ravis qu'on leur fasse sentir qu'ils en faisaient partie. Plus globalement, les plus grandes résistances viennent d'une difficulté à réfléchir dans une perspective sociologique, c'est-à-dire à réfléchir en termes de structures et non d'individus.

**Nous venons de vivre une année durant laquelle les violences sexistes et sexuelles ont été très médiatisées, au point de parler d'un phénomène de libération de la parole de grande envergure. En 2013, alors que les débats sur le mariage pour tous monopolisaient l'attention, SOS Homophobie a enregistré une hausse des violences homophobes. En tant que sociologue, comment analyses-tu des phénomènes de cette ampleur ?**

Quand ces questions arrivent dans le débat public, celui-ci se fait de manière très passionnelle. On se retrouve avec des débats du type « pour ou contre » alors qu'on aurait besoin d'arguments et de références sérieuses, basés sur des études scientifiques et non pas des ressentis individuels. Mais clairement, le fait qu'on en parle fait quand même bouger les normes.

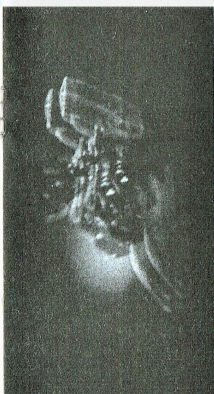
Ma collègue Camille Frémont a travaillé sur la perception de l'homophobie chez les personnes qui en sont victimes. Ses entretiens, menés avant et après les débats de 2013, ont montré que l'homophobie, qui certes existait bien avant cette période, était souvent euphémisée par les victimes. Alors même que leurs récits de vie contenaient des manifestations hostiles de la part de leur entourage proche ou éloigné, il y avait une réelle minimisation de cette homophobie dont ils ne disaient pas le nom. Ce que démontre Camille Frémont, c'est qu'après ces manifestations anti-égalité, le mot « homophobie » était posé plus facilement sur ces mêmes manifestations d'hostilité. Mais il faut quand même préciser que, comme le montrent les rapports de SOS Homophobie, il y a eu une recrudescence des cas d'agressions. Certes il y a eu plus de plaintes et d'identification des actes homophobes, mais ceux-ci ont aussi augmenté en nombre, qu'il s'agisse de violences verbales ou physiques. Pour ce qui est de la médiatisation, je ne peux pas me réjouir qu'un débat comme celui-ci soit arrivé sur la place publique de cette manière, car il me semble tellement archaïque de donner son avis sur les droits des personnes... C'est non seulement scandaleux mais aussi complètement contraire aux principes des droits de l'homme. C'est aussi beaucoup de vies qui ont été secouées pendant cette période et qui continuent de l'être.

Pour « #MeToo », il me paraît abusif de parler de libération de la parole : on n'a pas libéré la parole des femmes puisqu'elles parlaient déjà ! Simplement personne ne les écoutait ni ne les croyait. Aujourd'hui, l'effet de masse fait qu'on peut soit se dire que toutes les femmes mentent, soit reconnaître qu'il y a effectivement un problème ! Il est clair que « #MeToo » a eu un impact : il est plus difficile de nier ces violences aujourd'hui. Mais pour toutes les personnes qui travaillent dans mon domaine et étudient depuis longtemps les violences faites aux femmes, l'omerta sur ces sujets était incroyable, et qu'un tel mouvement vienne la soulever, c'est quelque chose qu'on attendait. Même les professionnels qui étudient la question, et dans lesquels je m'inscris, ont mis du temps à soulever la question des violences sexistes et sexuelles.

On reparle des questions d'homophobie parce qu'il y a eu plusieurs cas d'agressions ces derniers temps. La réponse d'Emmanuel Macron en octobre dernier, qui parle de violences « indignes de la France » et appelle à la « tolérance », n'est pas du tout à la hauteur et essaye de faire passer la France pour un pays qui aurait l'ouverture d'esprit dans son ADN. Alors que quand on est sociologue on étudie plutôt la manière dont la France s'est structurellement construite sur l'hétéro-sexisme et des principes hétéro-normatifs. Il faut arrêter de faire croire que la France est homophobe à la marge alors qu'elle l'est en son cœur ! C'est ça qu'il faut déconstruire. Et puis ce mot de « tolérance... » il est on ne peut plus condescendant et problématique ! Il induit une notion d'indulgence, d'acceptation « à la limite » ! On pourrait quand même espérer être un peu plus ambitieux en 2018 ! C'est terrifiant !

**Tes recherches doctorales s'intéressaient aux méthodes d'éducation à la sexualité en Suède et en France. De ce point de vue, la France est-elle mauvaise élève ?**

J'ai voulu étudier ce sujet avec l'idée que ce qu'on disait en matière de sexualité reflétait les valeurs et les représentations qu'on avait vis-à-vis du genre et de la sexualité au sein d'une société. J'ai travaillé en Suède et en France avec peu d'entretiens mais surtout des analyses de brochures et de manuels. Ce qu'il en est ressorti c'est que le matériel produit et disponible est bien plus important en Suède qu'en France : les Suédois s'intéressent bien plus à l'éducation à la sexualité et depuis longtemps. L'association suédoise pour l'éducation à la sexualité (RFSU) a été créée en 1933. C'est-à-dire qu'assez tôt les Suédois ont reconnu que l'on pouvait éduquer à la sexualité, ce qui est déjà un grand pas ! Les Suédois ont notamment introduit une approche appelée la pédagogie critique des normes, qui est l'inverse de la tolérance.



Dans la tolérance il y a la personne qui tolère et celle qui est tolérée, on instaure donc un rapport de pouvoir. La pédagogie suédoise propose de s'intéresser à la norme elle-même. Qui la produit ? Qui décide ce qui est normal et ce qui ne l'est ? Qu'est-ce que ça donne comme privilège ou comme désavantage selon qu'on appartient ou non à cette norme ? On fait des ponts avec un certain nombre de rapports de pouvoir dans une perspective intersectionnelle en s'intéressant conjointement au sexisme, à l'hétéro-centrisme, au validisme, au racisme. Et là on est à des années lumières de ce qui se passe en France ! Par exemple si on parle de la représentation en France de l'homosexualité dans l'éducation à la sexualité, soit on n'en parle pas du tout, soit on est dans l'invisibilisation avec des arguments terribles comme « c'est trop tôt pour les enfants » ou « on va encourager à l'homosexualité », soit on va l'aborder en parlant de l'homophobie en étant sur le mode de la tolérance, du « c'est pas bien de stigmatiser ». C'est à peu près le maximum de ce que la France a à proposer actuellement, notamment en ce qui concerne l'éducation nationale. Après il y a aussi un plein d'associations qui font un travail extraordinaire en matière d'éducation à la sexualité. Il y a aussi un écart entre ce qui est produit et ce qui se passe dans la pratique dans les classes en Suède. Bien sûr il y a aussi des enseignants réfractaires. On ne peut pas dire que tout est appliqué de manière uniforme et sans heurts sur la totalité du territoire ! Les profs suédois sont assez mal formés, comme les profs français. Rappelons que depuis la loi de 2001 et la circulaire de 2003, l'éducation à la sexualité est obligatoire en France de la primaire au lycée à raison de 3 séances par an et par élève, ce qui est loin d'être appliqué dans la réalité.

Pour recevoir les actualités des « Ateliers du Genre », envoyez un mail à ateliersdugener@unicep@gmail.com

Page suivante : Illustration : Imaniel Coudeur / Gus